

Unité départementale du Loiret  
3, rue du carbone  
CEDEX 2  
45072 ORLÉANS

ORLÉANS, le 09/03/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **NEW DURALEX INTERNATIONAL**

7 rue du Petit Bois  
45380 La Chapelle-Saint-Mesmin

Références : EM n° 114/2023  
Code AIOT : 0010001744

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/11/2022 dans l'établissement NEW DURALEX INTERNATIONAL implanté 7 rue du Petit Bois 45380 La Chapelle-Saint-Mesmin. L'inspection a été annoncée le 08/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NEW DURALEX INTERNATIONAL
- 7 rue du Petit Bois 45380 La Chapelle-Saint-Mesmin
- Code AIOT : 0010001744
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société NEW DURALEX INTERNATIONAL à LA-CHAPELLE-SAINT-MESMIN est spécialisée dans la fabrication d'articles de vaisselle en verre trempé.

Les activités de l'établissement sont réglementées par les arrêtés préfectoraux des 20 octobre 2016 et 18 septembre 2018, délivrés précédemment à la société DURALEX INTERNATIONAL. Elles relèvent du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2530 et 3330 de la nomenclature des installations classées.

Le four verrier de l'établissement relève des dispositions de la directive IED au titre de la rubrique 3330 (rubrique principale).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Mise en oeuvre d'un plan de continuité d'activité.
- Les ressources en eaux d'extinction incendie.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                       | Référence réglementaire                        | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|--|--|-------------------|
| 2  | Ressources en eau d'extinction incendie | AP Complémentaire du 20/10/2016, article 7.7.4 | /  | Sans objet        |

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle             | Référence réglementaire                      | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|-------------------------------|--|--|-------------------|
| 1  | Plan de continuité d'activité | AP Complémentaire du 20/10/2016, article 7.1 | /  | Sans objet        |

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Lors de ce contrôle, un écart aux prescriptions applicables contrôlées a été relevé.

### **2-4) Fiches de constats**

## N° 1 : Plan de continuité d'activité

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 20/10/2016, article 71   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion de l'activité partielle   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.<br><br>Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.   |
| <b>Constats :</b> Aucun fait contraire aux prescriptions applicables contrôlées n'a été constaté.  |
| <b>Observations :</b> L'entreprise a indiqué dans un communiqué de presse, en date du 1 <sup>er</sup> septembre qu'elle affrontait, depuis quelques mois des conditions financières de production conjoncturelles très défavorables, liées au prix de l'énergie.<br><br>Ainsi, par mesure de prévention, l'entreprise a décidé à compter du 1 <sup>er</sup> novembre 2022 et pour une durée minimum de 4 mois : <ul style="list-style-type: none"><li>• de mettre en veille le four de l'usine ;</li><li>• le passage de l'ensemble des salariés en activité partielle afin de participer aux efforts collectifs d'économie d'énergie et de protéger la trésorerie de l'entreprise dans ce contexte difficile.</li></ul><br>La société disposant aujourd'hui de stock suffisant et de qualité, elle estime être en mesure de poursuivre normalement son activité commerciale durant cette période et ainsi continuer à servir ses clients de façon satisfaisante.<br><br>Dans ce contexte, l'inspection des installations classées a procédé à un contrôle de la gestion de la continuité d'activité partielle de l'entreprise, durant cette période transitoire, en matière de prévention des risques. A cet effet, la mise en place d'un plan de continuité d'activité (PCA*) a été abordée lors de cette visite d'inspection.<br><br>Le résultat de ce contrôle est retracé en annexe 1 du présent rapport.<br><br>* : le PCA représente l'ensemble des mesures visant à assurer, selon divers scénarios de crise, y compris face à des chocs extrêmes, le maintien, le cas échéant de façon temporaire selon un mode dégradé, des prestations de services ou d'autres tâches opérationnelles essentielles ou importantes de l'entreprise, puis la reprise planifiée des activités. Il doit notamment permettre à l'exploitant de répondre à ses obligations externes (législatives ou réglementaires). |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

N° 2 : Ressources en eau d'extinction incendie

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 20/10/2016, article 7.7.4  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, notamment les moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none"><li>• Un réseau d'eau privé, constitué de la réserve du château d'eau et d'un surpresseur, avec un débit de 120 m<sup>3</sup>/h,</li><li>• 18 poteaux incendie répartis autour de l'usine,</li><li>• 45 robinets d'incendie armés (RIA),</li></ul>  |
| <b>Constats :</b> L'exploitant ne dispose pas de 45 robinets incendie armés (43 présents sur le site).   |
| <b>Observations :</b> A la demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant a présenté les derniers rapports de maintenance des poteaux incendie et des robinets incendie armés de l'établissement. Il s'agit des documents suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• le rapport de la société ABC Protection Incendie consécutif à la vérification périodique du 20/10/2022 des 18 poteaux incendie de l'établissement = &gt; le rapport conclut à la conformité des matériels vérifiés ;</li><li>• le rapport de la société ABC Protection Incendie consécutif à la vérification périodique du 20/10/2022 des 43 robinets incendie armés (RIA) du site = &gt; le rapport conclut à la conformité du débit d'eau de chaque RIA et au bon état général de 37 RIA (l'état général de 6 RIA a été constaté non-conforme par l'organisme de contrôle).</li></ul> <p>De l'examen du second document, il s'avère qu'il manque 2 RIA sur la site pour justifier d'une quantité de 45 RIA imposée par l'article 7.7.4 de l'AP du 20/10/2016.</p> <p><b>L'exploitant doit informer l'inspection des installations classées des actions correctives prises pour remédier à la non-conformité de l'état général de 6 RIA (constat du 20/10/2022 de la société ABC Protection Incendie).</b></p> <p>Sur site, et avec l'accord de l'exploitant, les essais suivants ont été réalisés :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Démarrage (suite à baisse de pression) de la pompe jockey utilisée pour le maintien en pression des poteaux incendie du site alimentée par la réserve du château d'eau de l'établissement, dont le volume s'élève à 400 m<sup>3</sup> (maintien de la pression à 5,5 bars).</li><li>• Mise en route du surpresseur après ouverture de l'alimentation d'un poteau incendie (débit = 337 m<sup>3</sup>/h).</li></ul> <p>Les essais réalisés n'appellent pas de remarque de l'inspection des installations classées.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |